



Appui à la Gestion des  
Connaissances (AGC)  
Direction de la Stratégie  
Département de la Recherche  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris / France  
[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

kaléidoscope

## Dans ce numéro

### DEFIS MONDIAUX : microfinance

- Economie de la microfinance en Afrique subsaharienne
- Problématique de l'accès aux services financiers pour la toute petite entreprise du Gabon
- Microcrédit, miracle ou désastre ?

### GEOGRAPHIES : Afrique du Sud

- *Townships* et anciens *homelands* : comment faire face à l'héritage de l'apartheid et faciliter un développement plus équitable à travers un accès à l'eau et à l'assainissement pour les plus démunis ?
- *The Impact of Free Basic Electricity on the Energy Choices of Low Income Households: A Case Study in South Africa*
- Démocratisation et participation locale à Johannesburg : la voix et les voies de la société civile face à des institutions participatives dysfonctionnelles

### DEBATS SUR L'AIDE

- Coopération Nord-Sud et développement. Le défi de la réciprocité
- Les politiques d'aide publique au développement sont-elles pensées pour répondre aux attentes des populations aidées ?
- Le retour des grands investissements hydrauliques en Afrique de l'Ouest : les perspectives et les enjeux

### A NE PAS MANQUER

- Ecosystèmes forestiers des Caraïbes
- Accès au marché et commercialisation de produits agricoles : valorisation d'initiatives de producteurs
- La politique africaine du Brésil et le gouvernement de Lula

## Agendas

### Forum des Innovations Financières pour le Développement

Paris, 4 - 5 mars 2010

Événement international organisé par l'Agence Française de Développement, la Bill & Melinda Gates Foundation et la Banque mondiale, ce Forum proposera un panorama des mécanismes financiers novateurs répondant aux défis du développement. Il aura pour but de renforcer les synergies entre les différentes sources, instruments et acteurs pour stimuler l'innovation dans ce domaine. Cet événement rassemblera des experts, des entrepreneurs sociaux, des universitaires et des représentants du monde financier. Il sera axé autour de conférences, d'ateliers de travail et d'un espace d'échange dans lequel les porteurs de projets pourront présenter leurs initiatives.

Les objectifs de cet événement sont : d'encourager l'action et la réflexion sur le sujet ; faciliter le partage des connaissances et les retours d'expériences, et notamment le transfert de savoir-faire « Sud/Sud » ; permettre l'émergence de mécanismes financiers innovants pour résoudre les problèmes de développement à différentes échelles.

- ▶ 08 – 10 février 2010 : Semaine de l'énergie, Johannesburg, Afrique du Sud
- ▶ 08 – 10 février 2010 : *Africa Investment Forum 2010*, conférence sur l'investissement en Afrique, Accra, Ghana
- ▶ 11 – 13 février 2010 : 7<sup>th</sup> *African Fine Coffee Conference*, EAFCA, Monbasa, Kenya
- ▶ 18 – 19 février 2010 : Forum mondial sur la concurrence organisé par l'OCDE
- ▶ 22 – 23 février 2010 : Table ronde sur la réforme des marchés des capitaux en Asie, BAD, Tokyo, Japon
- ▶ 01 – 03 mars 2010 : 1<sup>ère</sup> Rencontre africaine des chercheurs en approche Ecosystème et Santé, COPES AOC, Cotonou, Niger
- ▶ 01 – 05 mars 2010 : Séminaire sur la conjoncture économique du premier semestre 2010 et les prévisions à court terme 2010-2011 : Afrique Centrale (Afristat), Douala, Cameroun
- ▶ 08 mars 2010 : Journée internationale des femmes
- ▶ 10 – 11 mars 2010 : *Innovative Cities*, FIEP Curitiba, Brésil

## Défis mondiaux

# Microfinance

### L'ouvrage

#### Economie de la microfinance en Afrique subsaharienne

DJADE, K., L'HARMATTAN, 2009, 249 p.  
Cote ZAS.118

Comment concilier rentabilité, faible coût du crédit et large portée des institutions de microfinance ? Quelle est l'efficacité des subventions accordées à ces institutions ? Comment articuler la microfinance et la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne ? Dans cette région, les institutions de microfinance, issues de la privatisation directe ou indirecte d'anciens réseaux de collecte étatiques, ont une rentabilité négative mais touchent un grand nombre de personnes. À l'inverse, les institutions de microfinance d'origine locale ont une taille relative beaucoup plus faible, leur part dans la distribution du crédit total à l'économie est faible, mais elles sont rentables. La politique de subventions doit encourager les institutions à devenir autonomes plutôt que chercher à pérenniser les situations acquises d'endettement, tout en cherchant à réduire l'effet des coûts fixes sur le taux du crédit. Finalement, de la nature de la politique économique dépendra le développement relatif des secteurs formel et informel. Par exemple, une politique monétaire restrictive favorisera le secteur informel alors qu'une politique monétaire expansionniste favorisera le secteur formel.

### Le rapport web

#### Problématique de l'accès aux services financiers pour la toute petite entreprise du Gabon

PLANET FINANCE, 2009, 8 p.

Le financement de la toute petite entreprise reste un enjeu majeur pour accélérer le développement du tissu économique par la création de l'auto-emploi et l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables au Gabon. Aujourd'hui, les banques et autres institutions financières classiques restent très frileuses pour s'attaquer à ce segment de marché. Elles ne disposent pas toujours de méthodologies adaptées pour évaluer ou apprécier les

risques inhérents aux activités des tous petits entrepreneurs. Les établissements de microfinance doivent donc jouer un rôle prépondérant pour répondre à la forte demande de services financiers par l'accroissement du taux de couverture du marché (qui est actuellement estimé à environ 26 %). Ainsi, toute politique d'inclusion sociale et financière doit nécessairement s'appuyer sur une augmentation de l'offre de services financiers et non financiers de proximité répondant aux besoins des petits entrepreneurs. L'arrivée de nouveaux acteurs promouvant les meilleures pratiques de la microfinance ainsi que l'accroissement de la concurrence donneront un essor certain au secteur pour atteindre un double impact social et financier.

### L'article

#### Microcrédit, miracle ou désastre ?

DUFLO, E., LE MONDE, 12 janvier 2010, 3 p.

Avec près de 150 millions de micro-emprunteurs à travers le monde, le microcrédit est sans doute l'innovation qui a fait le plus parler d'elle dans la lutte contre la pauvreté. Dans cet article, Esther Duflo, professeur au *Massachusetts Institute of Technology* (MIT), décrit, dans un premier temps, les caractéristiques de ce produit financier. Dans un deuxième temps, l'auteure présente l'argumentaire théorique de Mohammed Yunus. Puis elle l'oppose à ses détracteurs. Enfin, elle présente les résultats d'évaluations d'impacts réalisées aux Philippines et en Inde.

# Géographies

## Afrique du Sud

### L'ouvrage

***Townships et anciens homelands : comment faire face à l'héritage de l'apartheid et faciliter un développement plus équitable à travers un accès à l'eau et à l'assainissement pour les plus démunis ?***

GATEAU, R., OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU / ECOLE NATIONALE DU GENIE RURAL DES EAUX ET DES FORETS, 2008, 23 p.

#### Cote U3.200

L'Afrique du Sud a subi une longue période ségrégationniste dont les séquelles sont encore bien visibles. Le territoire a été sectorisé de manière à privilégier les populations blanches. Cela se traduit aujourd'hui par des espaces défavorisés en terme d'accès aux services de bases : les anciens *townships* et *homelands*. Ce document analyse les réformes, dont la décentralisation et le « *free basic water* », engagées par l'Etat sud africain pour réduire ces inégalités. Il apparaît que, malgré des résultats positifs, ces réformes ne permettent pas de résoudre le problème, spécialement pour les personnes non connectées au réseau. Il en découle alors des axes de réflexion portant, en premier lieu sur la politique d'attribution des subventions (à orienter géographiquement vers les pauvres et les frais de connexion) et les redistributions entre usagers. Puis, les auteurs abordent la question de l'amélioration des compétences des municipalités en matière de gestion des services d'eau. Enfin, des propositions techniques sont envisagées. Elles concernent par exemple les bornes fontaines prépayées, et les compteurs prépayés pour les gros consommateurs.

### Le rapport web

***The Impact of Free Basic Electricity on the Energy Choices of Low Income Households: A Case Study in South Africa***

DAVIS, S. / HUGHUES, A. / LOUW, K., STANFORD UNIVERSITY, 2009, 18 p.

Ce rapport analyse l'impact de la "Free Basic Electricity Allowance" (FBE) dans deux petites villes rurales sud africaines. L'équipe d'experts utilise les données d'une base

nationale des consommations et celles qu'ils ont recueillies par enquête socio-économique. Les résultats sont contrastés : dans une des localités, depuis l'instauration du FBE, les consommations ont augmenté en moyenne de 21,85 kWh par mois, tandis que l'augmentation reste insignifiante dans l'autre. L'augmentation constatée dans le premier village est à rapprocher de l'augmentation de l'utilisation de fourneaux électriques. Les auteurs ont démontré que la consommation d'électricité est corrélée étroitement au pouvoir d'achat et à l'usage ou non de fourneaux électriques.

### L'article

***Démocratisation et participation locale à Johannesburg : la voix et les voies de la société civile face à des institutions participatives dysfonctionnelles***

BENIT-GBAFFOU, C., REVUE TIERS MONDE n° 196, 2009, 759-778 p.

Les mouvements sociaux urbains à Johannesburg contournent plus qu'ils n'utilisent les institutions locales participatives, et en particulier les élus locaux. L'article analyse ce dysfonctionnement institutionnel, qui tient à la centralisation des pouvoirs entre les mains du maire, et à l'importance de la loyauté partisane primant sur la responsabilité des élus devant leurs électeurs. Les groupes de citoyens jouent alors sur la fragmentation institutionnelle étatique pour trouver d'autres lieux de négociation. Mais la multiplication des institutions que les résidents peuvent approcher semble consolider la compétition entre groupes locaux, plus qu'elle n'offre des moyens multiples de faire pression sur le gouvernement.

## Débats sur l'aide

### L'ouvrage

#### Coopération Nord-Sud et développement.

##### Le défi de la réciprocité

FAVREAU, L., PRESSES DE L'UNIVERSITE DU QUEBEC, 2009, 185 p.

##### Cote R3.216

A l'heure d'une mondialisation qui exacerbe les inégalités entre le Nord et le Sud, la coopération internationale a pris un nouvel essor à la faveur de la montée d'un mouvement citoyen international. Il n'existait pas au Québec d'ouvrage d'ensemble sur cette "autre coopération" qui se distingue de celle des Etats. Cet ouvrage aborde de front les questions les plus cruciales : quelles ont été ses conditions d'émergence ? Quelles approches utilise-t-elle ? Son soutien favorise-t-il vraiment le développement des communautés au Sud ? Quelles sont les politiques publiques canadiennes en la matière ? Et, surtout, quelle est la contribution effective des Organismes de Coopération Internationale (OCI), des mouvements sociaux, des entreprises collectives, des gouvernements locaux envers les communautés du Sud ? L'ouvrage ne se contente pas d'égrainer les réussites de cette "autre" coopération internationale. Il vient fournir les indispensables repères pour examiner les enjeux de la solidarité internationale d'aujourd'hui et les mettre en perspective. Il met à profit une vingtaine d'années de travaux des auteurs et une longue expérience d'engagement dans ce domaine.

### Le rapport web

#### Les politiques d'aide publique au développement sont-elles pensées pour répondre aux attentes des populations aidées ?

ANGUE, G., HEC, 2009, 73 p.

Depuis 1945, les pays riches ont multiplié leurs efforts pour aider les pays les plus pauvres à se développer. D'abord uniquement économique, le développement visé est ensuite devenu humain, social, équitable et maintenant durable... Mais alors que la seule croissance économique était déjà hors d'atteinte, ces améliorations sont-elles réel-

lement la priorité des populations aidées ou ne sont-elles que des ambitions occidentales "imposées" aux pays cibles ? Il est vrai que des questions comme les droits de l'homme, la démocratie, ou le respect de l'environnement font aujourd'hui l'objet d'un consensus global. Mais on peut néanmoins se demander si l'argent consacré par les pays développés pour aider les pays "moins avancés" sert vraiment à atteindre ce que ces derniers jugent prioritaires ou à favoriser un développement tel que les nations les plus riches l'imaginent.

### L'article

#### Le retour des grands investissements hydrauliques en Afrique de l'Ouest : les perspectives et les enjeux

BARBIER, B. / YACOUBA, H. / HAMA MAIGA, H. / MAHE, G. / PATUREL, J.-E., GEOCARREFOUR n° 84, 2009, 12 p.

L'Afrique de l'ouest est relativement peu dotée en grandes infrastructures hydrauliques capables de satisfaire les demandes. Les cultivateurs, trop dépendants des aléas climatiques, réclament l'irrigation. Les consommateurs veulent du riz, qu'il faut irriguer. Les populations sont encore mal desservies en eau potable et le coût de l'énergie appelle à la mise en valeur du potentiel hydroélectrique. Les décideurs nationaux et internationaux sont bien déterminés à relancer les grands projets hydrauliques. Mais la régulation des débits des fleuves va nécessiter des négociations serrées entre États à l'échelle des bassins hydrographiques, dans le cadre des organisations de bassins, mais aussi dans le cadre des accords énergétiques, notamment entre les États de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les négociations vont nécessiter des compromis importants, surtout en ce qui concerne les zones humides, déjà en voie d'assèchement du fait de la baisse des pluies et qui vont souffrir de la construction de nouveaux barrages.

## A ne pas manquer

### L'ouvrage

#### Ecosystèmes forestiers des Caraïbes

JOSEPH, P / LISE, C., KARTHALA, 2009, 777 p.

Cote ZCB.018

Le colloque sur les « Écosystèmes forestiers des Caraïbes » organisé par le Conseil Général de la Martinique et piloté scientifiquement par l'Université des Antilles et de la Guyane, a mis en relief la problématique de la biodiversité des terres qui enserrant la mer des Caraïbes. La mise en perspective des données obtenues par les chercheurs de champs disciplinaires variés, qui relèvent des sciences exactes, humaines, juridiques et économiques, a fourni une somme importante de connaissances et de méthodes. Celles-ci permettent d'éclairer la décision publique, en particulier pour améliorer les outils de gestion et de planification des forêts caribéennes. Par cette initiative, le Conseil Général de la Martinique entend indiquer la voie qui devrait permettre, à long terme, une conservation et une valorisation de toutes les diversités biologiques. Au regard des modifications climatiques futures le potentiel évolutif des biosystèmes doit être, par tous les moyens, préservé.

### Le rapport web

#### Accès au marché et commercialisation de produits agricoles : valorisation d'initiatives de producteurs

LOTHORE, A. / DELMAS, P., 2009, 176 p.

La première partie du document présente la démarche générale d'un groupe de travail, animé par Inter-réseaux, qui a directement impliqué plus de 300 personnes d'une cinquantaine d'organisations professionnelles et d'appui, dans une dizaine de pays africains. La seconde partie, cœur du document, est composée de 15 fiches présentant chacune un type d'action liée à la commercialisation : des actions individuelles de paysans, et des actions collectives menées par des Organisations Paysannes (OP), seules ou en liens avec d'autres

acteurs de la filière. Chaque fiche présente des principes, exemples, intérêts et limites du type d'action analysé. La dernière partie tire les enseignements du processus d'analyse participative des initiatives locales. Elle souligne des facteurs d'échec ou de réussite des actions de commercialisation, et apporte des éléments de réflexion sur la démarche et les outils.

### L'article

#### La politique africaine du Brésil et le gouvernement de Lula

RIBEIRO, C., POLITIQUE AFRICAINE n° 113, 2009, 21 p.

Cet article analyse la politique étrangère brésilienne en Afrique en mettant en exergue ses origines, ses buts et ses orientations. L'activisme africain du gouvernement Lula est d'abord remis dans une perspective historique (1960-2002) pour souligner les ruptures et les continuités avec les périodes précédentes. Puis l'article étudie en détail la diplomatie Sud-Sud que le président Lula entend privilégier depuis 2002. Enfin, il scrute toute une série de prises de position en matière d'échanges commerciaux qui, de 2003 à 2006, ont marqué l'évolution des rapports entre le Brésil et le continent africain et jeté – du moins est-ce l'espoir – les bases de collaborations futures.

### Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : énergie renouvelable en Outre-Mer
- GEOGRAPHIE : Togo

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

**Directeur de la publication :** Jean-Michel SEVERINO

**Responsable de la rédaction :** Philippe CABIN

**Coordination :** Cedric JOSEPH-JULIEN, Chantal SARALLIER

**Réalisation :** Cedric JOSEPH-JULIEN, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER

**Graphisme :** Solange MUNZER • **Saisie/mise en page :** Marcelle LARNICOL

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43